

Dévasté par la guerre, le Soudan du Sud menace de déstabiliser la région

PAR VINCENT DEFAIT
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 10 JUIN 2014

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Six mois de conflit ethnique ont causé des milliers de morts, jeté sur les routes plus d'un million de personnes et chassé vers les pays voisins 360 000 réfugiés. Avec le risque d'impliquer ces pays.

De notre envoyé spécial au Soudan du Sud. Les eaux brunes de la rivière Baro clapotent contre la rive boueuse, comme toujours. D'ici, le vent semble avaler les décibels de la vieille sono que personne n'écoute. On se bouscule un peu. C'est normal, une troisième barque accoste. L'homme aux commandes laisse à peine le temps à un groupe de femmes de mettre pied à terre, chacune un baluchon sur la tête, regarde les hommes prendre leur place, puis fait ronronner son moteur en direction de l'autre rive. À Burebiey, un simple point sur les cartes, le trafic fluvial est incessant.



En face, le Soudan du Sud. De ce côté-ci, l'Éthiopie et ses promesses de paix, de nourriture et d'abris. « *J'ai amené ma femme et mes deux enfants ici. Dès qu'ils sont admis dans un camp de réfugiés, je retourne me battre.* » Chuol, un grand gaillard avec un bonnet enfoncé sur la tête, presque élégant dans sa veste de

costume noir, parle d'une voix atone. Si ses yeux pouvaient faire feu, il ferait un carnage autour de lui. Mais il garde sa haine pour l'autre rive.



Chuol a traversé le fleuve pour conduire sa famille en Éthiopie, loin des zones de combat. © (Vincent Defait)

À quelques heures de marche de l'autre côté de la rivière, sa ville, Nasir, bastion de la rébellion, a récemment été reprise par les forces gouvernementales. Depuis, comme beaucoup d'autres jeunes hommes, Chuol végète de ce côté de la frontière en promettant à ses ennemis une revanche à la hauteur de son aversion pour eux. Lui est un Nuer, les autres sont des Dinkas. Deux ethnies majoritaires, un même pays, fraîchement auréolé de son indépendance, il y a trois ans en juillet 2011, et une guerre dont personne ne se risque à prévoir l'issue.

Le 15 décembre dernier, après des mois d'opposition larvée entre le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, et son ancien vice-président, Riek Machar, des affrontements éclatent à Juba, la capitale du pays. Le premier accuse le second de fomenter un coup d'État. La rivalité de deux hommes, aiguisée par les élections présidentielles prévues pour 2015, prend un tour sanglant. Tous deux appartiennent au même parti, quasi unique, le Mouvement de libération du peuple du Soudan (SPLM), dont le contrôle garantit l'accession au pouvoir.

La nuit du 15 décembre, onze personnalités, dont certains ministres, sont arrêtées. Une tuerie, documentée par la suite par l'UNMISS, la mission des Nations unies au Soudan du Sud, teinte Juba de sang. Riek Machar s'enfuit. La nouvelle se répand. Très vite, la ligne de front se dessine le long des frontières ethniques : les Dinkas du président Salva Kiir contre les Nuers de Riek Machar. Amnesty International rapporte que les deux camps se rendent coupables d'atrocités sur les civils : exécutions, viols, saccages...

[[lire_aussi]]

Six mois de guerre ont causé des milliers de morts, ont jeté sur les routes plus d'un million de personnes, ont chassé vers les pays voisins – Éthiopie, Ouganda, Kenya, Soudan – 361 000 réfugiés. On en attend d'autres : les combats faisant rage, les paysans ne peuvent semer, alors les Nations unies évoquent un risque de famine. À Juba, la capitale, une épidémie de choléra est difficilement contenue.

La communauté internationale, États-Unis en tête, s'arrache les cheveux : en juillet 2011, l'indépendance du Soudan du Sud d'avec son voisin nordiste avait été célébrée en grande pompe, mettant fin à deux décennies de guerre. Deux ans et demi plus tard, tout est à refaire.

À Burebiey, à deux pas de la rivière Baro, le jeune Chuol ne laisse planer aucun doute sur le devenir de son pays : *« C'est une guerre tribale, ça va durer longtemps. »* Autour de lui, les hommes approuvent, les enfants rient, indifférents. Les femmes ne sont pas là. Il y a quelques mois, ce point d'entrée en Éthiopie n'était qu'un bout de piste perdu dans la moiteur de l'ouest éthiopien. Très vite, un village de paille et de terre est sorti de terre. Deux ou trois générateurs permettent désormais à une sono de crépiter au maximum de son volume et aux téléphones portables de se recharger. Un marché s'étire dans la boue, le long duquel les hommes traînent leur langueur. Ils s'éloignent rarement de la rivière.

« Je préfère me battre »

Seuls les femmes, les enfants et les vieux vont se faire enregistrer auprès du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), à deux cents mètres de là. *« On ne soutient pas tous Riek Machar »,* poursuit Chuol. *Mais on ne veut plus de Salva Kiir »,* le président. Et si le chef d'État élu refuse de se retirer ? *« Alors, on retourne dans la brousse et on y meurt. Les Dinkas ont tué les miens. Je ne veux pas être un réfugié toute ma vie, je préfère me battre. Ma femme peut*

s'occuper de mes enfants. » Fin de la discussion. Quelques remontrances et les enfants se dispersent. Chuol retourne à son ennui.



Passage du fleuve à Burebiey, point frontière entre Soudan du Sud et Éthiopie. © (Vincent Defait)

En six mois, les efforts de médiation entre les belligérants ont abouti à de piètres résultats. Fin janvier, l'IGAD, une entité régionale présidée par l'Éthiopie, qui s'efforce de devenir un poids lourd diplomatique dans la Corne de l'Afrique, a obtenu des deux camps la signature, à Addis-Abeba, d'un accord de « cessation des hostilités ». L'encre n'avait pas encore séché que les combats reprenaient.

Puis les États-Unis, principal soutien à l'indépendance du Soudan du Sud, s'y sont mis. Le secrétaire d'État John Kerry a profité d'une tournée africaine, début mai, pour passer quelques heures à Juba. Sous pression, les deux chefs de guerre ont accepté de se rencontrer dans la capitale éthiopienne. Le 9 mai, Salva Kiir et Riek Machar ont signé, la mâchoire crispée et sans se serrer la main, un nouvel accord. Au programme : une cessation des hostilités, encore, et la formation d'un « gouvernement transitoire d'unité nationale ». Les armes ont continué à crépiter.

Cet accord n'aurait donc que la valeur du papier ? *« D'après ce qu'ont dit les rebelles et Salva Kiir lui-même, Kiir et Machar ont été forcés de signer. Il n'y avait pas de réel accord ni de consensus, simplement une considérable pression internationale. Sans réelle volonté des deux côtés pour travailler à la paix, signer un morceau de papier ne signifie rien »,* tranche James Copnall, ancien correspondant de la BBC au Soudan et auteur d'un livre sur la séparation des deux pays (*A Poisonous Thorn in our Hearts: Sudan and South Sudan's Bitter and Incomplete Divorce*).

Joint par mail à Juba, fin mai, Jérôme Tubiana, analyste principal pour la Corne de l'Afrique à International Crisis Group (ICG), abonde dans ce sens : *« Ces derniers jours ont été relativement calmes. Mais rien ne dit que cela va durer, notamment après le délai d'un mois prévu par l'accord, mais aussi parce que les deux signataires, en particulier Riek Machar, n'ont qu'un contrôle partiel sur leurs forces, et enfin parce que leurs positions quant à la suite du processus et au gouvernement de transition restent particulièrement éloignées. La guerre reste donc une option pour les deux. »*

Dans le détail, précise Jérôme Tubiana, *« pour l'instant, le débat sur la transition est focalisé sur le maintien ou non du président Salva Kiir. L'opposition veut absolument qu'il parte, et propose un gouvernement de technocrates dont Kiir et Machar seraient également exclus. Le camp gouvernemental considère que le départ du président élu n'est pas une option, mais pourrait être prêt à réintégrer Machar à un poste plus influent de premier ministre. La communauté internationale préfère généralement la première option qu'un partage du pouvoir qui serait un retour au statu quo ante ». Quant à s'appuyer sur une nouvelle élite, c'est peine perdue. « Le Soudan du Sud est une société fondamentalement militarisée, au sein de laquelle la légitimité se tire de la puissance militaire et des positions tenues lors de la guerre de libération qui a mené à l'indépendance », explique James Copnall. « Dans ce contexte, il y a peu d'indices de l'émergence d'une nouvelle génération de*

leaders. » Sans compter le pétrole, qui représente 99 % des ressources du pays et corrompt à tous les étages de l'État.



Camp de réfugiés à la frontière éthiopienne. © Vincent Defait

Reste le risque que le conflit au Soudan du Sud ait des répercussions sur la région. L'Éthiopie, qui s'efforce de ne pas prendre partie, a tout à perdre d'un conflit le long de sa frontière, qui s'ajouterait à l'instabilité somalienne au sud et la rivalité historique avec l'Érythrée au nord. L'Érythrée, justement, continue d'être la cible d'accusations de soutien au conflit, dans le but de gêner l'Éthiopie.

Ressources pétrolières

De son côté, l'Ouganda, qui a d'importants intérêts économiques au Soudan du Sud, a envoyé des troupes soutenir les forces gouvernementales dès les premiers jours du conflit, et entretient ainsi son hostilité envers le Soudan. Quant à ce dernier, Khartoum semble revenu à un jeu classique de soutien discret aux deux camps. *« Avec l'indépendance du Soudan du Sud, le Soudan a perdu de considérables ressources pétrolières, ce qui menace sa santé économique. Khartoum a donc tout intérêt à maintenir un Soudan du Sud faible et divisé »,* aussi longtemps que le flux

d'or noir lui parviendra, analyse, dans son bureau d'Addis-Abeba, le chercheur de l'Institut d'études de sécurité (ISS) Berouk Mesfin.



Dans le camp de réfugiés de Kule 1, en Éthiopie. © (Vincent Defait)

Dans le camp de réfugiés de Kule 1, à 250 kilomètres de la frontière, à l'intérieur des terres éthiopiennes, ces contingences diplomatiques semblent parvenir d'un autre monde. Ici, le plafond nuageux écrase tout, le sol boueux teint en ocre jusqu'au visage des enfants. Assise devant son abri de branches et de bâches en plastique, Nyakwon tire à elle ses jumeaux, nés

après son arrivée en Éthiopie. L'un lui tète le sein, l'autre dort, tandis que la jeune femme de 25 ans se raconte un peu. Il lui a fallu cinq jours de marche, dit-elle, enceinte, avec ses deux aînés, pour atteindre la frontière avec l'Éthiopie.

Depuis début avril, elle vit dans ce camp, au milieu d'une forêt humide, avec 51 500 autres réfugiés, tous Nuers. La population y est composée à plus de 90 % de femmes et d'enfants. « *Tous les hommes sont à la guerre, le mien aussi. Moi ? Je resterai ici en attendant la paix* », dit-elle, désabusée, les traits tirés par la fatigue. « *De toute façon, là-bas, il n'y a plus rien à manger.* » Ni même un filet d'espoir. Le Soudan du Sud, plus jeune État au monde, gros producteur de pétrole, n'a plus rien à offrir à ses citoyens.

Boîte noire

Vincent Defait est un journaliste indépendant basé à Addis-Abeba. Il collabore régulièrement à Mediapart.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.